

# GRANDS ECHOS LACS

Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale ( EURAC )

● European Network For Central Africa ● N° 5 Décembre 2004

## ► EDITORIAL

### Le Rwanda joue avec le feu !

**N**ous venons de vivre quelques semaines aussi curieuses qu'éprouvantes. L'Afrique centrale est en effet revenue à l'agenda de la communauté internationale. 20 chefs d'Etat africains se sont retrouvés à Dar-es-Salaam les 19 et 20 novembre pour signer la Déclaration sur la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement dans la région des Grands Lacs à l'occasion de la Conférence Internationale décidée par les Nations deux ans auparavant. De nombreux ministres européens avaient fait le voyage. Le Conseil de sécurité des Nations Unies sortait pour la circonstance de sa très médiatisée salle de réunion pour entreprendre une tournée des capitales de la région. Un soutien de cette taille aux processus de paix et de transition au Rwanda, au Burundi et en RD Congo était presque inespéré. Les sources d'inquiétude restent nombreuses et on peut aisément imaginer que les diplomates se sont employés à faire part de leurs préoccupations quitte à les rappeler parfois avec fermeté. Mais dans l'ensemble, la tendance des évolutions était plutôt positive et rassurante. Et puis, moins de 4 jours après le sommet de Dar-es-Salaam, le Rwanda menace d'entrer militairement en RDC pour y liquider le problème des rebelles qui conteste son régime et menace sa population. Malgré les protestations internationales, il passe rapidement à l'action. Cette intervention s'accompagne une fois de plus d'exactions contre la population civile et entraîne rapidement un cortège de drames : villages incendiés, des milliers de personnes déplacées...

Mais quelle mouche a donc piqué le président Kagamé ? Il sait sans doute fort bien ce qu'il fait. Son expérience militaire et diplomatique lui a en effet appris tout le bénéfice que l'on peut tirer d'attaquer le premier ainsi que la lourdeur et la lenteur avec lesquelles réagissent les chancelleries qui répugnent à sanctionner un régime qui jouit d'une incroyable image de bon élève auprès des bailleurs. Il sait qu'en démentant être intervenu militairement après avoir annoncé qu'il le ferait, il entretient la confusion chez ceux pour qui « un fait vaut plus qu'un Lord maire ». Et pendant que les diplomates se perdent en conjectures, les civils trinquent et les rotations de petits porteurs chargés de coltan tournent à plein régime. Péripéties que tout cela ? Certainement pas, quand on mesurera les effets « collatéraux » d'une telle irresponsabilité.

EurAC a réagi à travers deux communiqués pour dénoncer cette agression et demander à l'Union européenne d'agir. Les nombreuses réactions positives reçues nous encouragent à rester vigilants.

**Arnaud Gorgemans**  
Directeur

## ► SOMMAIRE

► Synthèse de l'actualité  
Novembre (p. 2 - 5)

- **Grands Lacs** : Conférence internationale ; Nations Unies : Missions et Rapports sur la région ; Incursion rwandaise en RDC
- **RDC** : Violences et corruption
- **Burundi** : Transition et Démobilisation

► Actualité du Plaidoyer (p.5-6)

- Réaction d'EurAC à l'incursion rwandaise en RDC
- Benchmarking politique
- Séminaire EurAC du 22/11
- Echos de l'AG EurAC
- Appels à projets
- Séminaire RDC en Norvège
- Naissance du RECAAL
- Rwanda : Séminaire «Art de Vivre ensemble» et menaces contre les Batwa

► Principaux Documents reçus  
(p. 7 - 8)

- Conférence internationale
- Nations Unies
- Perspectives régionales
- RDC : droits de l'homme, économie et politique
- Burundi: Constitution intérimaire
- Rwanda: droits de l'homme, génocide et politique

Editeur responsable

Luc Claessens

Rue des Tanneurs, 165

1000 Bruxelles (Belgique)

Tél. + 32 2/502 33 12

Fax + 32 2/ 502 21 42

Courriel :

arnaud.gorgemans@eurac-network.org

## ► Grands Lacs

### ► Conférence Internationale

Annoncée depuis plus de deux ans, la *Conférence Internationale sur la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement dans la Région des Grands Lacs* (CIPRGL) s'est tenue les 19-20 novembre 2004 à Dar-es-Salaam. Les contributions préparatoires de la société civile, des Eglises, des femmes et des jeunes ont été évoquées dans ces colonnes le mois passé. La Conférence a rassemblé une vingtaine de Chefs d'Etat d'Afrique centrale et australe ainsi que le Secrétaire général de l'ONU.

Dans la «*Déclaration finale*», les participants se disent préoccupés par «*les conflits endémiques et la persistance de l'insécurité(...), la méfiance et la suspicion entre gouvernements, les violations massives des droits de l'Homme et autres politiques d'exclusion et de marginalisation,(...) le trafic illicite des armes légères et de petit calibre, la prolifération des groupes armés (...) et l'exploitation illégale des ressources naturelles*».

Les signataires de la Déclaration énoncent une série «*d'options politiques prioritaires et des principes directeurs*» ainsi que des «*mécanismes de suivi*» pour «*faire de la région des Grands lacs un espace de paix, de sécurité durable, de stabilité politique et sociale de croissance et de développement partagés, un espace de coopération fondé sur des stratégies et politiques de convergence dans le cadre d'un destin commun que nous sommes déterminés à réaliser, selon les aspirations de nos peuples*». Les participants s'engagent notamment à «*mettre en place un cadre régional de sécurité pour la prévention, la gestion et le règlement pacifique des conflits et, à cet effet, évaluer sur une base régulière les initiatives et mécanismes sous-régionaux pertinents et les adapter, tout en encourageant les structures traditionnelles appropriées*».

Un second sommet des Chefs d'Etat est programmé pour l'automne 2005. Les groupes de travail de la Conférence ont une année devant eux pour opérationnaliser ces options arrêtées.

(F. 6272)

### ► Nations Unies : Mission du Conseil de Sécurité

Le Conseil de sécurité de l'Onu a effectué une mission en Afrique centrale du 21 au 25 novembre pour «*marquer la nécessité de voir aboutir en 2005 les processus de paix en RDC et au Burundi*». Les membres de la mission conduite par l'ambassadeur de France à l'ONU, Jean-Marc de La Sablière, ont rencontré respectivement les présidents rwandais, ougandais, congolais et burundais. La mission a également rencontré les vice-présidents congolais Bemba, Ruberwa, Ngoma et Yérodi. Elle s'est rendue à Bukavu pour des réunions avec la MONUC, les administrations provinciales et les ONG. De retour à New York, le représentant de la France a fait état de «*progrès tangibles, concernant en particulier l'attachement aux élections*», mais aussi «*les retards dans le travail législatif, les risques toujours réels d'une nouvelle flambée de la violence et l'instabilité persistante dans l'Est due à la présence des rebelles rwandais ex-FAR et Interahamwe*».

Le rapport de cette mission a été présenté le 30 novembre 2004. Il est consacré à la situation au Burundi et en RDC. Dans ses conclusions, le rapport note que les principales difficultés que doivent surmonter les deux pays «*sont sensiblement les mêmes*». Dans ses recommandations, la mission engage vivement le Gouvernement de la RDC à «*élaborer son programme de DDRRR qui doit recevoir l'appui de la MONUC*» car «*tant que le problème des ex-FAR/Interahamwe ne sera pas réglé, la stabilité de la région sera menacée*». Dans le cas du Burundi, la mission «*recommande en premier lieu au Conseil de Sécurité de réfléchir plus avant sur la question des FNL, afin de savoir quelles nouvelles mesures pourraient être prises contre ceux qui, au sein du mouvement, compromettent le processus de paix*». (F. 6315)

## ► RDC : Incursion rwandaise et réactions

- Le 24 novembre 2004, les Forces Rwandaises de Défense (FRD) ont fait une incursion en RDC pour combattre les Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) qui auraient attaqué dernièrement le Rwanda et fait des morts et des blessés et qui, selon Kigali, représentent une menace permanente pour le pays. L'annonce de cette intervention avait été faite par des officiels rwandais et par le Président Kagame lui-même. Selon plusieurs sources, les FRD ont attaqué et incendié plusieurs villages de la Province voisine du Nord-Kivu faisant des morts et des blessés et mettant en fuite des milliers de personnes. L'annonce et la confirmation de l'intervention en RDC ont provoqué des réactions diverses dans le monde allant toutes dans le sens de la condamnation. En voici quelques-unes en commençant par celles des Congolais.
- Dans un «*Message à la nation*», le Président congolais **Joseph Kabila** a qualifié cette attaque d'«*aventure criminelle*» qui «*étale au grand jour la mauvaise foi*» des autorités rwandaises puisque l'attaque intervient alors que depuis 1999, la RDC travaille, de concert avec le Rwanda et l'Ouganda, à la résolution de la question des groupes armés sur le territoire de la RDC. Il a déclaré que son pays allait prendre toutes les dispositions nécessaires pour défendre l'intégrité territoriale. (F. 6314)
- Pour **Mgr Laurent Monsengwo**, la motivation du Président rwandais pour justifier une éventuelle intervention dans le pays, à savoir pourchasser les responsables du génocide de 1994 réfugiés en territoire congolais, n'est qu'un prétexte car pendant trois ans que Paul Kagame et ses hommes ont contrôlé cette région, ils ne sont pas parvenus à résoudre le problème des Interahamwe.
- La **Dynamique de la Société civile de la RDC** pour les Grands Lacs «*fustige cette nouvelle escalade*». Elle exige du Gouvernement congolais de s'atteler en toute priorité à «*la formation d'une armée républicaine, dissuasive et crédible, capable de sécuriser définitivement les frontières nationales*». Elle invite la Communauté internationale à épauler le Gouvernement dans cette tâche. (F. 6317)
- Le Vice-président de la République, **Azarias Ruberwa**, membre de l'ex-RCD, a déclaré : «*si c'est avéré que les troupes rwandaises sont entrées au Congo, je me dois de le condamner* (...). *Sans le consentement des autorités congolaises, il n'est pas acceptable que des troupes rwandaises pénètrent au Congo*» (AFP, Paris, 30/11/04)
- **Plus de 500 femmes congolaises** ont manifesté le 06/12/04 à Bukavu pour dénoncer cette nouvelle «*agression*» et ont invité les deux pays à «*privilégier le dialogue*».
- Dans une «*Déclaration*» rendue publique le 07/12/04, le **Conseil de Sécurité** «*exige que le Gouvernement rwandais retire sans délai toutes forces qu'il pourrait avoir sur le territoire de la République démocratique du Congo*». Il appelle les États de la région à «*s'abstenir de toute action ou déclaration contraire au droit international ou qui porterait atteinte à la stabilité déjà fragile de la région*». (F. 6316)
- Le Comité international d'accompagnement de la Transition (**CIAT**) dénonce cette nouvelle «*agression*» qui «*représente une menace pour les populations civiles, le processus de transition, la stabilité de la RDC et la stabilité de toute la région*».
- La **MONUC** la juge «*injustifiable et inacceptable*».
- Le **Président Chirac** a téléphoné au Président Kabila pour lui faire part de son inquiétude.
- Les Etats-Unis ont affirmé être opposés à «*toute action militaire unilatérale*».
- L'**Union Africaine**, dont le Rwanda assure la vice-présidence, invite les deux pays à «*faire preuve de retenue*».
- Dans un communiqué publié le 04/12/04, **Human Rights Watch** rappelle que «*c'est la troisième fois que le Rwanda envoie des soldats au Congo, affirmant chaque fois qu'il veut protéger sa sécurité*». L'organisation invite les bailleurs de fonds qui ont des accords avec le Rwanda à «*être prêts à suspendre leur aide au Rwanda comme ils l'ont fait pour d'autres pays qui ne remplissent pas les conditions visant à encourager la paix et la stabilité dans la région*».
- Dans ses communiqués de presse diffusés le 1<sup>er</sup> et le 9/12/04, **EurAC** demande à l'UE et à ses Etats membres de prendre «*les sanctions diplomatiques et budgétaires immédiates vis-à-vis du Rwanda, de s'assurer que le Congo met en œuvre sans délai la restructuration et l'unification de l'armée et que la MONUC se déploie dans les zones de conflit (...) et documente les actuelles violations des droits humains* ».

## ► RDC: Violence et corruption

Indépendamment de l'attaque de l'armée rwandaise à l'Est de la RDC, cette partie du territoire est en proie à la violence, selon les informations fournies par la MONUC et OCHA (IRIN, Nairobi, 30/11/04). *«Des groupes armés se livrent à des pillages de l'aide humanitaire, confisquent les véhicules des agents humanitaires et barrent l'accès aux populations vulnérables en Ituri, un district de la province Orientale, au nord-est de la RDC»*. Les acteurs humanitaires ont été vivement conseillés d'éviter l'axe nord de [la ville de] Bunia et deux ONG internationales ont déjà suspendu leurs activités suite aux violentes attaques des miliciens sur les routes menant au nord et au sud de Bunia. On signalait également le 23/11/2004 un risque d'affrontements entre les Maï-Maï et les Banyamulenge à Kamanyola, qui a provoqué une psychose en territoire de Walungu situé à 58 km au Sud de Bukavu sur le tronçon Bukavu-Uvira. Enfin, selon Mamadou Bah, porte-parole de la MONUC, les groupes armés ont également ciblé cette institution à plusieurs reprises, notamment lors d'une embuscade, le 18/11/04, dans la localité de Nizi, au nord de Bunia. Une autre attaque a légèrement blessé un casque bleu le 19/11/04. Les attaques contre la MONUC interviennent alors qu'un rapport interne à celle-ci fait état des casques bleus et de personnel civil qui se sont rendus coupables d'abus sexuels. A Ituri, la MONUC a lancé une opération contre la milice «Forces armées du peuple congolais (FAPC)» soupçonnée d'avoir commis des meurtres.

Le Gouvernement du Président Kabila est également confronté à un grave problème de corruption qui touche non seulement les responsables des sociétés para-étatiques mais également des ministres. Ainsi, suite à une enquête commanditée par le gouvernement, le Président Kabila a suspendu six ministres accusés de corruption. Il s'agit des ministres des Travaux publics (J. Endundo Bononge), de l'Enseignement supérieur (J. Mudumbi), des Transports et Communications (J. Olenghankoy), du Commerce extérieur (R. Lumbala), de l'Energie et des Mines (E. Diomi Ndongala). De même, le directeur de Cabinet du Président de la République a présenté sa démission suite à sa mise cause dans une affaire de corruption (concernant la SNEL).

## ► Burundi : Transition, démobilisation et ONU

Prévu d'abord pour le 20 octobre, puis reporté au 26 novembre, le référendum sur la Constitution intérimaire a été finalement fixé au 22 décembre 2004. La campagne d'explication de la nouvelle Constitution a été lancée officiellement à Gitega (centre du pays), le 12/11/04, par le Président Domitien Ndayizeye entouré des plus hauts responsables politico-militaires du pays. Cette campagne d'explication devait se poursuivre jusqu'au 25 novembre. Le Président a également lancé le 8 décembre à Kayanza (sa Province natale) la campagne d'explication de cette constitution post transition. L'inscription sur les listes électorales a commencé le 20 novembre à l'intérieur du pays comme dans les ambassades. La durée de ces inscriptions prévue jusqu'au 29 novembre a été prolongée au 8 décembre. L'âge légal pour voter est 18 ans. Entre-temps, le Sénat de Transition a adopté le 4 novembre le texte de la loi portant création de la *Commission Nationale pour la Vérité et la Réconciliation*. Pour sa part, l'Assemblée nationale de transition a adopté le 20 novembre les lois portant création de la nouvelle armée, les Forces de défense nationale (FDN), et de la nouvelle police, la Police nationale (PN). Dans un premier temps, le Burundi se dotera d'une armée de 30.000 soldats et d'une police de 20.000 hommes, composées toutes les deux de 50% de Hutus et de 50% de Tutsis. Le Gouvernement a également commencé le programme de désarmement des rebelles en ouvrant des «centres de démobilisation». Trois centres sont déjà ouverts à Gitega (centre), Muramvya (centre) et Randa (nord de Bujumbura). La démobilisation s'étendra sur une période de quatre ans.

De son côté, le Conseil de sécurité a prolongé le mandat de l'Opération des Nations Unies au Burundi (ONUB) jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 2005 (Résolution 1577 du 1<sup>er</sup> décembre 2004, F. 6306). Dans son 2<sup>ème</sup> Rapport sur le Burundi du 15 novembre 2004, le Secrétaire général de l'ONU invite les hommes politiques burundais à *«s'attaquer sans tarder aux tâches qui restent à accomplir d'ici la fin de la période de transition. Par ailleurs, «la question des FNL (Rwasa) et des risques qu'elles ne perturbent le processus électoral doit être soigneusement examinée et des mesures prises pour y faire face»*, estime le Secrétaire général (F. 6304).

# ACTUALITE DU PLAIDOYER

---

## • EurAC demande à l'UE des sanctions contre le Rwanda

Dès l'annonce par le Rwanda d'intervenir militairement au Congo, l'équipe et le conseil d'administration se sont mobilisés pour réagir formellement en publiant un communiqué pour faire part de leur préoccupation et demander à l'Union européenne de faire pression pour dissuader le Rwanda de pareille aventure. Quand il est apparu évident et confirmé par leurs sources sur le terrain que l'intervention avait démarré, que des troupes rwandaises s'étaient enfoncées en territoire congolais et que les populations civiles en étaient les premières et traditionnelles victimes, ils ont décidé de rester conséquents et d'en appeler aux sanctions qu'ils évoquaient dans leur premier texte en cas de mise en œuvre des menaces. Il leur paraissait indispensable de marquer le coup et de montrer que l'heure était grave et qu'on ne pouvait impunément, dans le contexte rappelé dans l'éditorial, ruiner des mois de progrès. Ces communiqués ont été diffusés largement et ont reçu un accueil positif et une large adhésion (au-delà des membres du réseau).

## • « Benchmarking » politique pour le Rwanda

Suite aux conclusions de la revue à mi-parcours, l'Union Européenne a demandé que le Gouvernement du Rwanda ouvre un dialogue politique sur la démocratisation, dans le but d'établir une liste de 'benchmarks' politiques avant la fin de l'année. Les benchmarks seront liés aux domaines suivants : l'enregistrement des ONGs et des partis politiques et la possibilité des personnes de travailler efficacement pour ces entités ; une révision du cadre légal de la Commission Nationale Electorale ; une révision de la loi sur la discrimination et le sectarisme (loi du 18 décembre 2001) et une révision du concept de divisionnisme, ce que cela implique et signifie et l'adoption des règles adéquates pour l'accès des acteurs et forces politiques aux médias. En plus, l'UE va entamer un dialogue politique sur le budget pour la défense, le commerce extérieur et le programme de développement rural. Pour que ce système soit efficace, EurAC demande que plus de poids soit donné à l'engagement du Rwanda dans la construction de la paix régionale. EurAC voudrait voir des benchmarks précis et concrets avec un monitoring de près qui implique une concertation plus large de la société civile rwandaise. Il a l'intention de travailler plus étroitement sur ces questions dans les prochaines semaines avec les partenaires du réseau, la Commission Européenne et les représentants des Etats Membres.

## • Coopération européenne et construction de la paix régionale

Lors d'un séminaire organisé en amont de l'Assemblée Générale d'EurAC, Richard Wyatt de DG Dev, et Javier-Nino Perez de DG Relex de la Commission Européenne ont présenté les outils et efforts européens dans les régions où règnent des conflits violents. Richard Wyatt, Coordinateur Grands Lacs, était fraîchement revenu de la Conférence Internationale pour les Grands Lacs à Dar-es-Salaam et considérait qu'il y avait une amélioration des relations entre des acteurs qui ne s'étaient pas parlé depuis des années. Norbert Yamba-Yamba de 'Debout Congo' a enrichi le débat en soulevant des questions sur le déficit stratégique dans l'approche aux problèmes de la région et sur la nécessité d'une collaboration étroite entre les acteurs étatiques et les acteurs non-étatiques.

## • Assemblée générale d'EurAC

L'AG a rassemblé plus de 30 personnes provenant de 8 pays, le 23/11. Elle a pris connaissance et approuvé le plan d'action de l'équipe du secrétariat. Elle a défini d'ambitieuses priorités dans le domaine du plaidoyer pour 2005, approuvé les nouveaux critères d'adhésion au réseau et discuté des perspectives financières et de cotisation des membres au réseau. La prochaine assemblée se tiendra les 19 et 20 mai à Londres.

## • Appels à projets

- Promotion de l'égalité des sexes dans la coopération au développement : appel de la Communauté européenne pour des projets qui ont comme objectif l'amélioration de l'accès des femmes à des emplois rémunérés dans le secteur non agricole. Montant accordé : entre 400.000 et 1.000.000 Euro. Date de clôture : le 24 janvier 2005. Pour plus d'informations : [europa.eu.int/comm/europeaid/tender/data/AOF54333doc](http://europa.eu.int/comm/europeaid/tender/data/AOF54333doc)

- IEDDH Projet pilote en vue de réaliser un réseau de Prévention des Conflits : appel de la Communauté européenne pour des projets qui encouragent le dialogue portant sur la prévention des conflits entre la société civile et les fonctionnaires de l'UE. Montant accordé entre 1 et 1.125 millions d'Euro. Date de clôture : le 1<sup>er</sup> mars 2005. Pour plus d'informations, voir [europa.eu.int/comm/europeaid/tender/data/AOF54194.doc](http://europa.eu.int/comm/europeaid/tender/data/AOF54194.doc)

- **Participation au séminaire Congo organisé à OSLO par le Norwegian Council for Africa et la Rainforest Foundation (RF)**

Les ONG norvégiennes se pressaient le 25 novembre dernier pour un séminaire consacré à la situation du Congo. Le représentant du PNUD en Norvège, Georges Nzongola a fait un rapide mais brillant survol de l'histoire du Congo depuis l'Indépendance et des enjeux de la transition actuelle. Lionel Diss (RF), de retour de mission en RDC, s'est penché sur les enjeux de l'exploitation illégale des ressources naturelles du pays et les risques que court actuellement la forêt congolaise à cause du manque d'Etat et de la corruption croissante. EurAC avait été invité à y présenter son travail de lobby européen et les défis qu'il voyait pour la société civile norvégienne au sujet de la région des Grands Lacs. Ce fut aussi l'occasion d'approfondir les contacts avec le membre norvégien du réseau et d'en établir de nouveaux.

- **Naissance du Réseau congolais d'Action sur les Armes Légères**

Le 20 novembre 2004 a été fondé à Kinshasa le «Réseau congolais d'action sur les armes légères» (RECAAL) qui regroupe des ONG et des associations de toute la RDC. Ce réseau a pour objectif «d'optimiser leur action contre la prolifération des armes légères et de petit calibre ». [www.grip.org/rafal/rafal.html](http://www.grip.org/rafal/rafal.html)

- **Séminaire Art de vivre Ensemble.**

Les associations Information, Dialogue, Education (IDE), Promouvoir l'Art de Vivre Ensemble (PAV) et le Mouvement International de la Réconciliation (MIR) ont organisé à Bruxelles, du 3 au 5 décembre 2004, un Séminaire sur l'Art de Vivre Ensemble. Le séminaire était financé par le Service Public Fédéral Affaires Etrangères du Royaume de Belgique. L'objectif du séminaire était de «nouer un dialogue entre Rwandais de la diaspora et de l'intérieur» et de dire, «dans le respect des uns et des autres, dans la tolérance et dans un esprit constructif, ce qui handicape le vivre ensemble, les voies, les moyens et la manière dont chacun peut y contribuer». Les participants ont travaillé en ateliers sur quatre thèmes : Unité et réconciliation; Mémoire et réconciliation; Justice et pardon; Dialogue interwandais.

Malgré leur confirmation de participation, les membres de la *Commission Unité et Réconciliation* (Kigali) et de l'Ambassade du Rwanda à Bruxelles ne se sont pas présentés.

- **Menaces contre les Batwa.**

La Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) et l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) ont lancé, le 01/12/04, un appel pressant en faveur la Communauté des Autochtones Rwandais (CAURWA). Dans une lettre du 28 juin 2004, le ministre de la Justice informait la CAURWA que la demande effectuée par l'organisation en vue d'obtenir la personnalité juridique était refusée au motif que "*l'objectif et le nom de l'organisation [étaient] contraires aux principes constitutionnels de la République rwandaise*". Dans une lettre du 8 octobre 2004, l'Ombudsman explicitait cette décision, indiquant notamment que les dénominations "Autochtones, Batwa" utilisées à plusieurs reprises dans le statut et le règlement d'ordre intérieur «*étaient contraires aux principes fondamentaux de la Constitution du Rwanda visant à extirper définitivement les divisions fondées sur l'appartenance tribale, le régionalisme et autres divisions* ». Par une décision datée du 9 novembre, le ministre de la Justice a renouvelé son refus d'octroyer la personnalité juridique à l'organisation et a également exigé la suspension de ses activités.

**Le secrétariat d'EURAC vous souhaite à toutes et à tous un joyeux Noël et une excellente nouvelle Année 2005.**

**Il profite de l'occasion pour vous annoncer que le prochain bulletin paraîtra au début du mois de février 2005.**

# Documents sur la région des Grands Lacs    Décembre 2004

---

*Cette liste présente une sélection, forcément partielle, des principaux documents repris à EURAC depuis le mois de Novembre. Ils sont classés par thème. Ils sont disponibles chez nous ou sur le site web des institutions qui les ont publiés. Nous vous les enverrons volontiers par courrier électronique. Veuillez passer votre commande à l'adresse : [secretariat@eurac-network.org](mailto:secretariat@eurac-network.org).*

## ► Conférence Internationale

- **Déclaration de Dar –es-Salaam sur la paix, la sécurité, la démocratie et le développement dans la région des Grands Lacs**  
*F. 6272*

J.E. Dos Santos et autres  
Dar-es-Salaam, 20/11/04,  
13 p

- **Declaration of the Joint Commission for Refugees and Displaced People of the Catholic Church of Burundi and Tanzania**  
*F. 6273*

Mgrs Joachim. Ntahondereye  
et Paul Ruzoka  
Kigoma, 15/11/04, 2 p.

- **The Way Forward to Peace and Security, Good Governance and Development in the Great Lakes Region**  
*F. 6274*

The Tanzanian Episcopal  
Conference, Dar-es-Salaam  
12/11/04, 22 p

- **Peace and Security, Good Governance and Development in The Great Lakes Region**  
*F. 6276*

Kigoma Diocesan Ad Hoc  
Committee For Refugee  
Affairs,  
Kigoma, 12/11/04, 18 p.

## ► Nations Unies

- **Deuxième rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies au Burundi**

*F. 6304* - New York 15/11/04, 18 p  
<http://ods-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/604/39/PDF/N0460439.pdf?OpenElement>

- **Résolution 1577 (2004) sur la situation au Burundi**

*F. 6306* - New York, 01/12/04, 3 p  
<http://www.un.org/french/docs/sc/2004/cs2004.htm>

- **Rapport de la Mission du Conseil de Sécurité en Afrique centrale du 21 au 25 novembre 2004**

*F. 6315* - New York, 30/11/04, 14 p.  
<http://ods-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N04/626/33/PDF/N0462633.pdf?OpenElement>

- **Le Conseil exige du Rwanda qu'il retire les forces qu'il pourrait avoir en RDC**

*F. 6316* - New York, 07/12/04, 2 p.  
<http://www.un.org/News/fr-press/docs/2004/CS8263.doc.htm>

## ► Perspectives régionales

- **Déclaration commune des ressortissants du Burundi, de la RDC et du Rwanda de la diaspora**  
*F. 6277*

J.M. SINDAYIGAYA  
et autres,  
Amsterdam, 28/11/04, 2 p

## ► RDC : Armée

- **L'armée de la R D Congo peut-elle encore continuer à compter sur les enfants - soldats ?**

*F. 6298*  
Victor Amisi Sulubika  
Projet GRAM-Kivu,  
Bukavu, 30/11/04, 9 p.

## ► RDC : Droits de l'homme

- **Le droit de l'enfant africain**

*F. 6283*  
ATF, Kinshasa, 05/11/04, 4 p  
<http://www.societecivile.cd>

- **Tortures et exécutions sommaires des paysans à Aru / R.D.CONGO**

*F. 6284*  
DECIDI, Kinshasa, 08/10/04,  
3 p.  
<http://www.societecivile.cd/membre/decidi>

- **Documents sur la persécution des enfants des rues dans les Provinces du Kasai Occidental et Oriental en RDC**

*F. 6285*  
Yves Marguerat  
Mbuji-Mayi, 15/11/04, 27 p.

- Rapport sur la distribution des armes de guerre et des violations des droits de l'homme dans les territoires de Rutshuru et de Masisi en province du nord-Kivu en RDCongo

*F. 6286,*

Alfred Mabutwa Buesha  
GEPDI asbl, Goma, 18/11/04, 3 p

- Tableau des Femmes violées à Kanyabayonga et dans les environs (...)

*F. 6297*

Sylvestre Somo Mwaka  
Kanyabayonga, 15/10/04, 7 p.

- Rapport (CAPD) janvier au 20 septembre 2004 sur l'état des droits de l'homme en province du Sud Kivu

*F. 6313*

CAPD, Bukavu, 20/09/04, 32 p

- La misère des populations pygmées

*F. 6300*

Jackson Basikania et Willy Loyombo, Pap/Rdc et Osapy Kisangani, 06/12/04, 14 p.

## ► RDC : Economie

- La corruption au sein du gouvernement de Kinshasa continue à battre son plein

*F. 6279*

Ernest Mpararo, Norwegian Human Rights Group, Oslo, 06/11/04, 10 p.

- Position du groupe de réflexion belge quant à la déclaration de la Table ronde sur l'Agriculture en RDC

*F. 6299*

11.11.11. et autres,  
Bruxelles, 30/09/04, 4 p

## ► RDC : Politique

- Message du Chef de l'Etat en rapport avec l'agression de la RDC par le Rwanda

*F. 6314*

Joseph Kabila,  
Kinshasa, 02/12/04, 3 p.

- Pourquoi le Rwanda veut-il re-attaquer le Congo maintenant ?

*F. 6281*

Jean-Bosco Bahala,  
Kinshasa, 30/11/04, 6 p.

- Profil du politicien congolais de demain

*F. 6282*

Groupe Jérémie  
Kinshasa, 08/11/04, 15 p.  
[www.societecivile.cd](http://www.societecivile.cd)

- Prise de position de la Société civile sur la Déclaration de Dar-es-Salaam face au développement de la situation sécuritaire à l'Est de la RDC

*F. 6317*

Dynamique de la Société civile de la RDC, Kinshasa, 07/12/04, 2 p.

## ► Burundi : Politique

- Constitution intérimaire post-transition de la République du Burundi

*F. 6278*

Domitien Ndayizeye  
Bujumbura, 20/10/04, 76 p.

- Elections au Burundi : Parier sur la paix,

*F. 6321*

ICG, Bruxelles, 09/12/04, 16 p.

## ► Rwanda : Droits de l'homme

- Menaces contre la communauté des autochtones rwandais (CAURWA)

*F. 6308*

FIDH et OMCT, Paris, 01/12/04,  
3 p

- Plus de 1.600 cas de viols de janvier à septembre, selon la police

*F. 6310*

Fondation Hironnelle  
Kigali, 01/12/04, 1 p

## ► Rwanda : Génocide

- Mémo de la manif du 10 novembre 2004 organisée par les associations de la société civile rwandaise en Belgique

*F. 6290*

Joseph Matata, CLIIR et autres  
Bruxelles, 10/11/04, 7 p

- Déclaration sur le génocide commis par les extrémistes Tutsis contre les innocentes victimes Hutus à Mutara, Byumba, Kibungo, Bugesera et dans les régions environnantes en 1994 et après 1994

*F. 6309*

Association des Victimes du Génocide de l'Est du Rwanda  
Bruxelles, 30/11/04, 2 p.

## ► Rwanda : Politique

- Déclaration d'Amsterdam de l'Opposition démocratique et de la Société civile rwandaise en exil,

*F. 6311*

Jean Baptiste Mberabahizi et autres, ADR et autres  
Amsterdam, 28/11/04, 1 p.

- Sous l'œil passif de la Communauté internationale, Kagame: une bombe à retardement

*F. 6312*

L'Avenir-Quotidien  
Kinshasa, 04/12/04, 3 p

## ► EurAC

- Non à la 3<sup>ème</sup> guerre au Congo : l'Union européenne doit augmenter la pression sur le Rwanda

*F. 6292*

EurAC et autres,  
Bruxelles, 01/12/04, 2 p

- Crise en RDC : les ONG réclament des sanctions de l'UE à l'égard du Rwanda

*F. 6318*

EurAc, Bruxelles, 09/12/04, 2 p